



PLAN D'ACTION RÉGIONAL 2024-2025

DIRECTION GÉNÉRALE
DE SERVICES QUÉBEC DU CENTRE-DU-QUÉBEC

Note aux lecteurs

Les données budgétaires et les informations sur les actions présentées dans ce document concernent une année financière, soit la période commençant le 1^{er} avril et se terminant le 31 mars. Ce document présente par ailleurs certaines données qui concernent une année civile. Lorsque c'est le cas, cela est précisé dans le texte.

Rédaction

Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Diffusion

Cette publication est accessible en ligne uniquement à l'adresse :

Publications > Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale > Ministères et organismes >
Gouvernement > Québec.ca

www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/publications

Si vous éprouvez de la difficulté à consulter le document, vous pouvez obtenir de l'aide en nous appelant par [téléphone](#) ou en nous écrivant par [courriel](#).

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024

ISBN : 978-2-550-98782-6 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Mot de la directrice générale de Services Québec du Centre-du-Québec

C'est avec plaisir que je vous présente le Plan d'action régional 2024-2025 de Services Québec du Centre-du-Québec, élaboré en étroite collaboration avec le Conseil régional des partenaires du marché du travail. Ce plan d'action s'inscrit dans la continuité du plan d'action régional 2023-2024 et est aligné avec la planification stratégique 2023-2027¹ du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Notre Ministère, il est à le rappeler, soutient la participation de la population, des entreprises, des organismes et des communautés pour le développement et la prospérité du Québec. Il accompagne ses clientèles et favorise leur autonomie tout en leur offrant un accès simplifié aux services gouvernementaux.

Au Centre-du-Québec, la performance du marché du travail est excellente. On observe un faible taux de chômage (2,5 % en 2023 comparativement à 4,5 % au Québec) avec un taux d'activité se situant à 62,1 % et un taux d'emploi à 60,6 %². De plus, de grands projets dans la filière batterie ont été annoncés pour le Parc industriel et portuaire de Bécancour, situé au Centre-du-Québec, ce qui devrait créer de nombreux nouveaux emplois. Au cours des années à venir, il y aura donc un défi majeur au niveau du recrutement de la main-d'œuvre pour répondre aux besoins de ces nouvelles entreprises et de celles déjà aux prises avec la pénurie de main-d'œuvre actuelle dans notre région.

Pour faire face à ces enjeux, Services Québec du Centre-du-Québec concentrera ses interventions pour l'année 2024-2025 en priorisant certaines actions porteuses, tant pour les individus que pour les entreprises. L'une de ces priorités sera d'offrir un soutien et un accompagnement adapté aux personnes les plus vulnérables sur le plan de l'emploi, les aidant ainsi à s'intégrer de manière durable sur le marché du travail. Nous accompagnerons également les entreprises de la région dans l'amélioration de leurs pratiques de gestion des ressources humaines, dans le but de dynamiser leur productivité et leur compétitivité dans un marché de travail en constante évolution. En matière de solidarité sociale, Services Québec contribuera à améliorer la situation socioéconomique des personnes qui vivent en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Services Québec du Centre-du-Québec poursuivra également son engagement afin d'offrir des services accessibles et de qualité à la population et aux entreprises de notre région.

1. MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE. [Plan stratégique 2023-2027](#).

2. STATISTIQUE CANADA. Enquête sur la population active, moyennes annuelles, 2023.

En terminant, je tiens à remercier l'ensemble du personnel de Services Québec du Centre-du-Québec et nos partenaires qui s'impliquent afin d'améliorer le marché du travail, au profit de la région et de sa population. Je salue particulièrement l'engagement et le dévouement dont ils font preuve chaque jour.



Eliane Sfeir

Mot du président du Conseil régional des partenaires du marché du travail

J'ai le plaisir de vous présenter les engagements de notre région en matière de main-d'œuvre et d'emploi pour l'année 2024-2025, conformément aux exigences requises par la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail. Cet exercice de planification, qui est sous la gouverne de la Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec, s'appuie, entre autres, sur l'expertise des membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT). Ces membres proviennent du milieu des affaires ainsi que du milieu syndical, communautaire, éducatif et gouvernemental. Ils interagissent en complémentarité et permettent d'appuyer adéquatement les interventions de Services Québec en matière de main-d'œuvre et d'emploi³.

En amont de cette planification, les membres du CRPMT ont été consultés lors d'une rencontre et par l'intermédiaire d'un sondage en ligne. Cette démarche a permis d'identifier certaines pistes d'actions liées au marché du travail dans la région. Les enjeux actuels auxquels font face les entreprises en matière de recrutement, de rétention et de formation de la main-d'œuvre sont, cette année encore, d'une grande importance et suscitent des préoccupations partagées chez nos partenaires. De plus, les défis rencontrés par les travailleuses et travailleurs face aux nouvelles réalités du marché du travail, notamment en matière de transition numérique, ainsi que les difficultés d'intégration et de maintien en emploi pour certaines personnes plus éloignées du marché du travail, sont des sujets qui mobilisent l'attention.

Au cours de la prochaine année, les membres du CRPMT alimenteront la Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec en fournissant des informations sur les transformations et les besoins émergents du marché du travail. Le CRPMT souhaite aussi demeurer à l'affût des développements de la filière batterie à Bécancour afin de mieux y répondre collectivement. Enfin, les membres du CRPMT entendent s'impliquer dans le suivi de projets porteurs pour la région, pouvant influencer positivement l'état du marché du travail au Centre-du-Québec.

3. Pour connaître la composition du CRPMT, veuillez consulter l'annexe IV de ce document.

Pour conclure, je tiens à souligner la précieuse contribution des partenaires du marché du travail ainsi que l'apport du personnel de Services Québec à la réalisation des actions prévues en matière de main-d'œuvre et d'emploi dans ce plan.



Denis Deschamps

Table des matières

Introduction.....	1
La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec	2
De multiples services offerts.....	2
Services gouvernementaux.....	2
Services publics d'emploi.....	3
Programmes d'assistance sociale.....	3
Des partenaires importants	4
L'évolution du marché du travail et les principaux enjeux régionaux.....	5
Tableau 1 : Les principaux indicateurs du marché du travail.....	7
Tableau 2 : Le taux d'emploi chez différentes clientèles au Centre-du-Québec	8
Les priorités régionales et les axes d'intervention liés aux principaux objectifs	16
Accroître la participation de toutes et tous au développement social et économique.....	16
Interventions en matière de solidarité sociale	17
Interventions en matière de main-d'œuvre et d'emploi.....	18
Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel.....	22
Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle	23
Conclusion.....	24
Annexes	25
Annexe I – Budget d'intervention du fonds de développement du marché du travail	25
Annexe II – Indicateurs de résultats	26
Annexe III – Organigramme	27
Annexe IV – Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec....	28
Annexe V – Organismes spécialisés en employabilité du Centre-du-Québec.....	30
Annexe VI – Tableau synoptique simplifié de la planification stratégique 2023-2027	31
Annexe VII – Caractéristiques des prestataires au Centre-du-Québec	32
Tableau 3 : Caractéristiques des prestataires de l'assurance-emploi	32
Tableau 4 : Caractéristiques des adultes prestataires du Programme d'aide sociale	33
Annexe VIII – Adultes prestataires de l'aide financière de dernier recours	34
Annexe IX – Intervention des services publics d'emploi.....	35
Annexe X – Lexique	37

Introduction

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale soutient la participation de la population, des entreprises, des organismes et des communautés pour le développement et la prospérité du Québec. Il accompagne ses clientèles et favorise leur autonomie. Il offre un accès simplifié aux services gouvernementaux.

La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec (DGSQCQ) a élaboré le présent plan d'action régional qui s'inscrit dans la mission du Ministère. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur le Plan stratégique 2023-2027 du Ministère ainsi que sur la planification pour l'année 2024-2025 des services publics d'emploi. De plus, elle a tenu compte des responsabilités et des ressources qui lui sont confiées, des attentes de résultats qui lui ont été communiquées par les autorités ainsi que de certains facteurs de contingence comme l'évolution du marché du travail et les besoins des clientèles qu'elle dessert.

En ce qui concerne l'année 2024-2025, la DGSQCQ a entrepris une démarche rigoureuse pour élaborer un plan d'action régional qui puisse répondre aux besoins et aux défis actuels du marché du travail. Cette démarche s'est articulée autour de plusieurs étapes clés, dont une consultation auprès des organismes spécialisés en employabilité (OSE), des membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail ainsi que du Comité de gestion régional élargi.

Le Plan d'action régional (PAR) 2024-2025 du Centre-du-Québec se concentre sur plusieurs priorités, notamment l'amélioration de l'accès à l'emploi pour toutes et tous, l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail ainsi que le soutien aux entreprises dans leurs défis de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre. De plus, des efforts seront déployés pour favoriser l'intégration socioprofessionnelle des personnes en situation de vulnérabilité et pour répondre aux besoins spécifiques des différentes entreprises et des divers secteurs d'activités de la région.

En résumé, le PAR reflète un engagement à répondre aux enjeux du marché du travail régional, en cohérence avec les orientations stratégiques du Ministère et en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les volets de l'emploi et de la main-d'œuvre, de la solidarité sociale et des services gouvernementaux.

La Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec

La DGSQCQ relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Elle compte une direction générale, quatre bureaux locaux déployés sur le territoire pour desservir la population, soit à Drummondville, Victoriaville, Bécancour et Plessisville, ainsi qu'un Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours (CARAFDR). La direction générale, établie à Drummondville, se compose de la Direction du marché du travail et des services spécialisés (DMTSS) et de la Direction des services gouvernementaux intégrés (DSGI).

En plus des responsabilités habituelles dévolues à une direction générale de Services Québec, elle est responsable de la gestion opérationnelle des ententes de subventions du Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA) pour l'ensemble du Québec. Ce programme a pour objectif de créer des emplois adaptés pour les personnes handicapées et de développer l'employabilité de ces dernières.

L'organigramme de la direction générale est présenté à l'annexe III.

De multiples services offerts

Services gouvernementaux

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a pour mission d'offrir aux citoyennes et citoyens ainsi qu'aux entreprises un guichet multiservice afin de leur procurer un accès simplifié à des services gouvernementaux.

Ce guichet multiservice regroupe l'ensemble des services de première ligne et de deuxième ligne offerts à la population et aux entreprises en personne, au téléphone et en ligne. Il s'agit notamment de services s'adressant aux clientèles du Ministère et à celles d'autres ministères et organismes gouvernementaux avec lesquelles le personnel de la direction générale établit un contact direct.

Services publics d'emploi

Les services publics d'emploi (SPE) contribuent à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, à l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, de même qu'à la réduction des pertes d'emplois, du chômage et des obstacles à l'emploi.

Les SPE sont offerts dans les bureaux de Services Québec. Pour offrir ces services, le Ministère collabore avec de nombreux partenaires, dont les établissements d'enseignement et les organismes spécialisés en employabilité.

Les SPE comprennent les services universels d'accueil, d'information sur le marché du travail et de placement, qui s'adressent à l'ensemble de la population et des entreprises. Ils se composent également des services spécialisés, qui visent à aider les personnes devant surmonter des difficultés avant d'entreprendre une démarche qui, à terme, leur permettra d'intégrer le marché du travail ou de se maintenir en emploi.

Ils intègrent enfin les services aux entreprises, qui ont pour objectif d'aider les entreprises en ce qui concerne le développement des compétences de leur main-d'œuvre et l'amélioration de leurs pratiques en gestion des ressources humaines, notamment celles relatives au recrutement ou à la rétention de la main-d'œuvre.

La DGSQCQ bénéficie d'un budget d'intervention qui lui permet d'offrir des services publics d'emploi. Pour l'année 2024-2025, le budget préliminaire pour la région est de 21 442 639 \$. Les renseignements sur la répartition des fonds pour l'année financière et pour l'année financière précédente sont présentés à l'annexe I.

Programmes d'assistance sociale

Les programmes d'assistance sociale visent à attribuer une aide financière aux personnes et aux familles qui ne peuvent subvenir seules à leurs besoins, et ce, afin de favoriser leur autonomie économique et sociale. Ces programmes sont également conçus pour offrir une aide et un accompagnement aux adultes qui bénéficient d'un programme d'assistance sociale et qui ne sont pas en mesure d'entreprendre une démarche menant à l'obtention et l'intégration durable à un emploi.

Des partenaires importants

La DGSQCQ travaille avec différents partenaires dont la contribution est capitale pour le développement économique et social dans la région. Parmi eux, on compte le Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec, les comités sectoriels de main-d'œuvre du Centre-du-Québec et les instances de développement économique régionales et locales.

Elle peut également compter sur la collaboration des établissements de tous les ordres d'enseignement, des organismes spécialisés en employabilité et des organismes communautaires. Leur contribution permet d'appuyer les interventions qui ont pour but de répondre aux attentes de la population et des entreprises.

La direction générale travaille par ailleurs avec des unités administratives de nombreux ministères et organismes gouvernementaux, entre autres pour simplifier l'accès aux services, en assurer la continuité et en améliorer l'efficacité.

L'évolution du marché du travail et les principaux enjeux régionaux

Évolution démographique et perspective

La région du Centre-du-Québec compte cinq municipalités régionales de comté (MRC) : la MRC d'Arthabaska, la MRC de Bécancour, la MRC de Drummond, la MRC de L'Érable et la MRC de Nicolet-Yamaska, ainsi que deux territoires autochtones soit Odanak et Wôlinak. Près des trois quarts de la population se concentrent dans les MRC de Drummond et d'Arthabaska. De 2021 à 2026, la population du Centre-du-Québec devrait augmenter de 2,9 %, alors que celle du Québec devrait croître de 4,2 %. Bien que les perspectives démographiques pour la région soient favorables, elles demeurent inférieures à celles de l'ensemble du Québec⁴.

En effet, en 2021, la population du Centre-du-Québec était de 250 445 personnes, ayant enregistré un taux d'accroissement de 3,3 % depuis le dernier recensement de 2016⁵. Au Québec, la variation est de 4,1 % pour cette même période. Les personnes immigrantes représentent 2,8 % de la population totale dans le Centre-du-Québec, alors qu'elles constituent 14,2 % de la population à l'échelle du Québec.

Le vieillissement démographique et le déclin de la population en âge de travailler

Au Centre-du-Québec, les effets du vieillissement de la population se font ressentir sur le marché du travail depuis plusieurs années. Les nombreux départs à la retraite et les difficultés à pourvoir les postes vacants reflètent bien ce phénomène grandissant. La proportion de la population âgée de plus de 65 ans est supérieure au Centre-du-Québec (23,7 %) comparativement à l'ensemble du Québec (20,6 %). Selon les dernières projections de l'Institut de la statistique du Québec, 28,7 % de la population régionale sera âgée de 65 ans ou plus en 2041 alors qu'au Québec, ce taux sera de 26,1 %⁶. Par ailleurs, la population en âge de travailler, soit les personnes âgées de 15 à 64 ans, représente 59,7 % de la population totale, alors qu'au Québec, ce taux s'établit à 63 %. De plus, cette tranche de la population a décliné de 1,8 %

4. Démographie : ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

5. Statistique Canada. [Recensement de la population 2021](#).

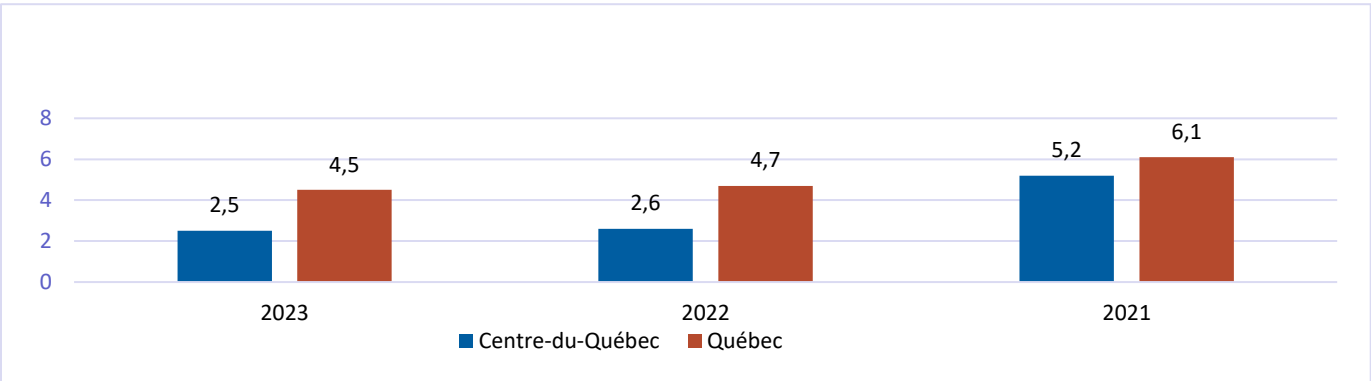
6. Institut de la Statistique du Québec (2022). [Bulletin sociodémographique : Mise à jour 2022 des perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 2021-2066](#), vol. 26, n° 4, juillet 2022, L'Institut, p.1-11.

entre 2016 et 2021 au Centre-du-Québec, alors qu’au Québec, elle a augmenté de 0,4 % durant cette même période.

Le taux de chômage atteint un plancher historique

Au Centre-du-Québec, le nombre de personnes au chômage était en baisse en 2023, ce qui représente une diminution de 2,9 % par rapport à 2022⁷. Le taux de chômage a également poursuivi sa baisse en cours d’année 2023. Dans la région du Centre-du-Québec, ce taux a atteint 2,5 %, un creux historique depuis la dernière décennie. Ce taux demeure plus bas que celui de l’ensemble du Québec (4,5 %).

GRAPHIQUE 1 : TAUX DE CHÔMAGE DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS, CENTRE-DU-QUÉBEC ET ENSEMBLE DU QUÉBEC



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles, 2023.

Par ailleurs, en ce qui a trait à la participation au marché du travail, les données de 2023 révèlent un taux d’activité de 62,1 %, enregistrant ainsi une légère baisse de 1,1 point de pourcentage (p.p.) par rapport à l’année précédente. En revanche, au Québec, le taux d’activité a augmenté, passant de 64,3 % à 65,0 %, soit une hausse de 0,7 %.

7. Statistique Canada. Enquête sur la population active, moyennes annuelles, 2023.

TABLEAU 1 : LES PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs	Centre-du-Québec		Ensemble du Québec	
	2023	2022	2023	2022
Nombre d'établissements avec employés	non disponible	9 218	278 278	275 821
Nombres d'emplois	128 200	129 000	4 506 400	4 403 100
Taux de postes vacants (%)	4,4	5,6	4,7 ⁸	5,9 ⁹
Taux de chômage (%)	2,5	2,6	4,5	4,3
Taux d'activité (%)	62,1	63,2	65,0	64,3
Taux d'emploi (%)	60,6	61,6	62,1	61,5

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises et Enquête sur la population active.

Poursuite de la baisse de l'emploi dans la région

Le nombre d'emplois régional, qui correspond à la proportion de personnes en emploi dans la population de 15 ans et plus, a connu une diminution de 0,6 % pour s'établir à 128 200 emplois comparativement à l'année précédente (129 000 emplois). La décroissance de l'emploi a entraîné une répercussion directe sur le taux d'emploi, qui a chuté à 60,6 % au Centre-du-Québec en 2023, enregistrant ainsi une baisse de 1,0 p.p. par rapport à l'année précédente. De plus, le nombre de personnes actives (personnes en emploi ou en recherche d'emploi), a diminué de 0,8 % entre 2022 et 2023 pour se fixer à 131 400 personnes.

En ce qui a trait à la proportion du taux d'emploi chez les hommes, il se fixe à 63,1 % et 58,0 % chez les femmes. Les femmes enregistrent un taux d'activité de 59,0 %, alors que chez les hommes, ce taux atteint 65,1 %. Au niveau provincial, l'emploi a progressé de 2,3 % par rapport à 2022 et on dénombre

8. Moyenne des trois premiers trimestres de 2023.

9. Moyenne des quatre trimestres de 2022.

4 506 400 personnes en emploi en 2023 au Québec. Quant à la participation des personnes de 15 ans et plus, elle s'élevait à 62,1 %, enregistrant ainsi une hausse de 0,6 % comparativement à 2022.

TABLEAU 2 : LE TAUX D'EMPLOI CHEZ DIFFÉRENTES CLIENTÈLES AU CENTRE-DU-QUÉBEC

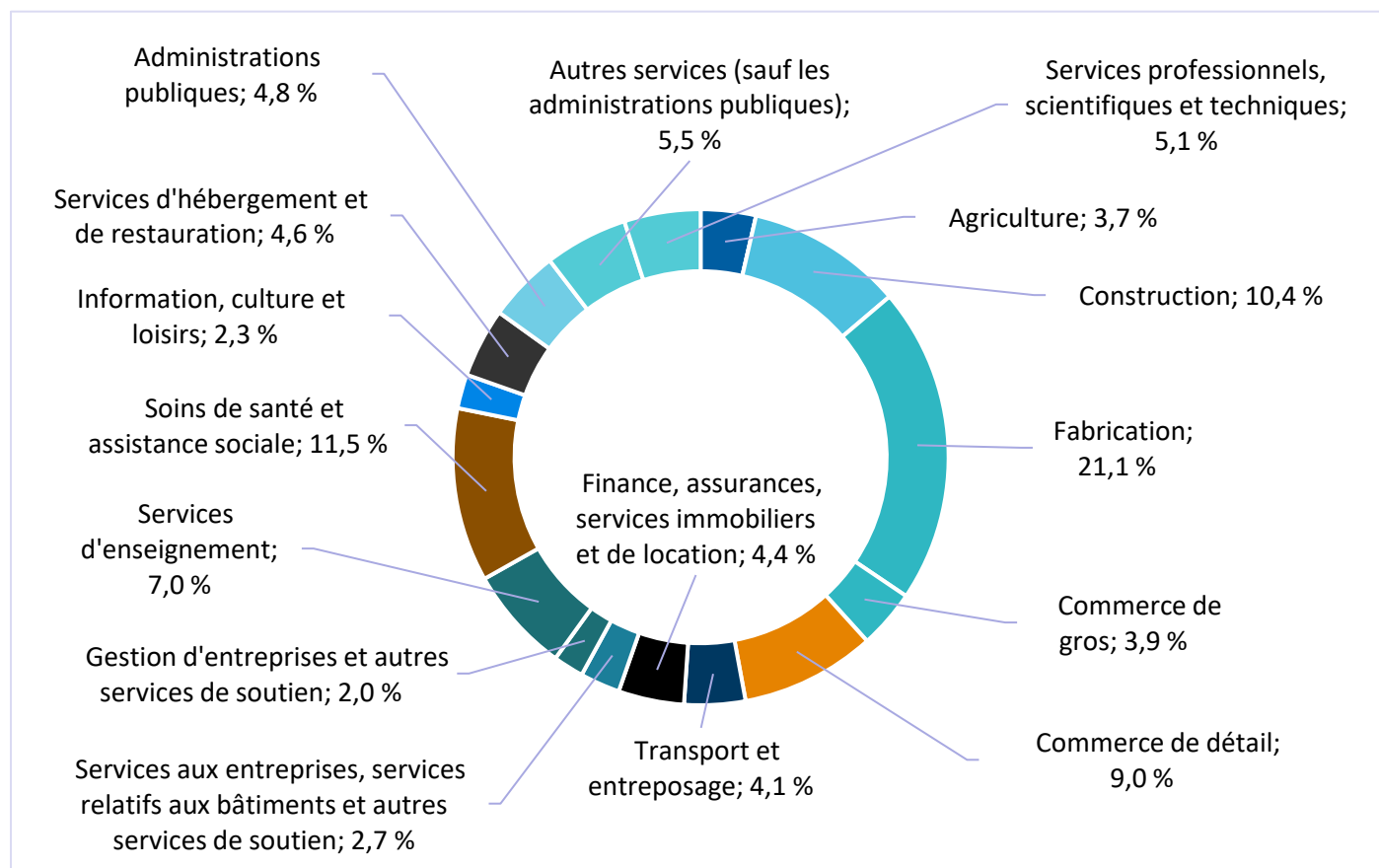
Clientèles	2023	2022
Femmes	58,0 %	59,9 %
Jeunes (15 à 24 ans)	74,1 %	75,4 %
Personnes autochtones	60,4 %	61,9 %
Personnes de 55 ans et plus	32,1 %	32,3 %

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Les principaux secteurs d'activité

Le secteur de la fabrication demeure un secteur névralgique au Centre-du-Québec, regroupant 21,1 % des emplois, comparativement à 11,2 % pour le Québec. Les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse distinguent le Centre-du-Québec des autres régions en accaparant 3,7 % des emplois, alors que dans l'ensemble du Québec, ils occupent 2,7 % des emplois. Ce secteur a tout de même reculé de 1,8 p.p. par rapport à l'année précédente, où il représentait 5,5 % des emplois.

GRAPHIQUE 2 : RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ AU CENTRE-DU-QUÉBEC, 2023



Moins de pénurie de main-d'œuvre sur le marché de l'emploi

Bien que l'économie ait connu quelques fluctuations, elle a maintenu une trajectoire globalement favorable dans le Centre-du-Québec. Au quatrième trimestre de 2023, le nombre de postes vacants était estimé à 4 200, ce qui marque une baisse significative de 40,38 % par rapport à la même période en 2022¹⁰. De plus, lors de la mise à jour des derniers diagnostics portant sur l'état d'équilibre de la main-d'œuvre par profession à court et moyen termes, ce sont 204 professions qui ont été évaluées en déficit ou en léger déficit dans la région¹¹. Parmi les secteurs présentant des professions en déficit ou en léger

10. Institut de la Statistique du Québec. Les postes vacants au Québec, site consulté le 28 mars 2024.

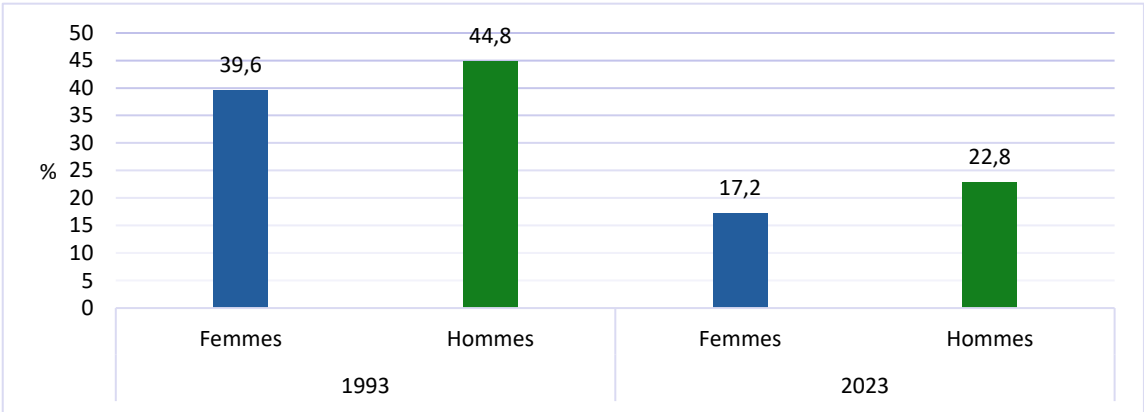
11. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. État d'équilibre du marché du travail à court et moyen termes, édition 2023, p. 10.

déficit, mentionnons la fabrication, la santé, l’agriculture, l’informatique, l’enseignement, le génie et le transport.

La scolarisation au Centre-du-Québec en deçà de la moyenne provinciale

La scolarisation au Centre-du-Québec présente un écart notable par rapport à la moyenne provinciale, selon les données du dernier recensement 2021. En effet, 20,2 % de la population âgée de 25 à 64 ans n’avaient pas de diplôme d’études secondaires, comparé à 14,5 % pour l’ensemble du Québec¹². Entre 1993 et 2022, les proportions de femmes et d’hommes, de 15 à 64 ans, sans diplôme ont diminué, et ce, de manière plus importante tant chez les femmes (-22,4 points de pourcentage) que chez les hommes (-22,0 points de pourcentage).

GRAPHIQUE 3 : PROPORTION DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 À 64 ANS QUI EST NON DIPLÔMÉE, CENTRE-DU-QUÉBEC, 1993 ET 2023



En revanche, la proportion des personnes diplômées d’une école de métiers ou ayant un certificat d’apprenti est supérieure au Centre-du-Québec (26,5 %) par rapport aux autres régions (18,9 %). Il en est de même de la diplomation de niveau collégial : 20,1 % au Centre-du-Québec, comparé à 18,9 % pour l’ensemble de la province. À l’inverse, il existe un écart sur le plan de la diplomation universitaire, soit 15,9 % au Centre-du-Québec comparativement à 29,5 % au Québec.

12. Statistique Canada. [Recensement de la population 2021](#).

La littératie et la numératie : des alliés face à la transformation du marché du travail

La littératie et la numératie jouent un rôle majeur dans l'employabilité des travailleuses et des travailleurs. La littératie qui englobe la capacité à lire, comprendre et utiliser l'information écrite, ainsi que la numératie qui se réfère aux compétences en matière de mathématiques et de raisonnement logique, sont des compétences fondamentales pour s'adapter aux exigences croissantes du marché du travail.

Selon une étude publiée par la Fondation sur l'alphabétisation en 2021, on estime à 58 % la population âgée de 15 ans et plus au Centre-du-Québec (par rapport à 53 % au Québec) qui n'atteint pas le niveau 3 de l'indice de littératie du *Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes* développé par l'Organisation de coopération et de développement économiques¹³. Le niveau 3 est considéré comme le seuil à atteindre afin d'avoir les outils nécessaires pour bien fonctionner en société. Selon cette étude, dans un contexte de transformation des milieux de travail et d'automatisation, ces travailleuses et travailleurs avec des difficultés en littératie feront face à des enjeux pour rehausser leurs compétences dans un milieu de travail en mutation.

La filière batterie à Bécancour

Le gouvernement du Québec investit, et continuera à le faire durant les prochaines années, dans le développement de la filière batterie. Sa stratégie s'articule autour de trois volets : exploiter et transformer les minéraux pour fabriquer des composants de batterie (ex. : cathodes), produire des véhicules commerciaux électriques (ex. : autobus) et développer le recyclage des batteries.

La Vallée de la transition énergétique (VTE), qui englobe Trois-Rivières, Bécancour et Shawinigan, constitue un axe d'innovation stratégique visant à jouer un rôle pivot dans la réalisation des objectifs environnementaux du Québec. Particulièrement dans la région de Bécancour, on prévoit que le secteur des batteries pourrait générer jusqu'à 3 000 emplois à l'horizon 2030¹⁴. Cette augmentation significative de postes est essentielle pour répondre aux exigences de l'industrie des batteries, mais elle exerce également une pression considérable sur le développement des infrastructures et des services

13. FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION. La littératie au Québec : un regard local sur les enjeux. Estimation d'un indice de littératie par MRC, Pierre Langlois, économiste, octobre 2021, pages 3, 14, 15 et 22.

14. Investissement Québec. La filière batterie québécoise. Repéré le 7 mai 2024 à [la filière batterie québécoise \(investquebec.com\)](https://investquebec.com).

municipaux. Parallèlement, cela contribue à fortifier l'économie locale et régionale, tout en favorisant la transition vers une économie verte et durable. Les retombées escomptées de cette expansion sont donc diversifiées, tant pour le secteur spécifique de Bécancour que pour l'ensemble de la région.

Avec l'avènement des projets de la filière batterie, des entreprises de la région ont toutefois des préoccupations concernant l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre. Dans le but d'apporter un soutien aux entreprises de la région en lien avec ces changements, la DGSQCQ continuera à accompagner ces entreprises dans l'amélioration de leurs pratiques en matière de gestion des ressources humaines. Cela inclut le recrutement, l'intégration et le maintien en emploi du personnel, ainsi que le développement des compétences des employés.

L'adaptation de la formation continue

La formation continue forme un écosystème qui permet de répondre à l'évolution et à la transformation continues des besoins du marché du travail et de sa main-d'œuvre. L'adaptation de la formation continue a pour objet d'exploiter toutes les opportunités de développement des compétences au sein des entreprises.

Elle ne se limite pas à répondre aux besoins immédiats, mais s'inscrit dans une perspective à long terme. Cela favorise le développement professionnel des travailleuses et travailleurs, tant au niveau des compétences nécessaires à l'automatisation de certains procédés que pour qualifier du personnel à l'interne afin de pallier les difficultés de recrutement et d'assurer son maintien en emploi, sa polyvalence et son autonomie professionnelle.

L'accompagnement de certaines clientèles éloignées du marché du travail

En dépit de la baisse des postes vacants, plusieurs personnes ont un besoin accru d'accompagnement afin d'occuper un emploi de façon durable, particulièrement les prestataires des programmes d'assistance sociale ainsi que celles et ceux faisant partie de groupes de la population sous-représentés sur le plan de l'emploi comme :

- les personnes handicapées;
- les travailleuses et travailleurs expérimentés âgés de plus de 55 ans;
- les personnes immigrantes admises au Canada depuis moins de 5 ans;

- les personnes judiciairisées;
- les personnes autochtones;
- les personnes sous-scolarisées;
- les jeunes âgés de 24 ans et moins;
- les cheffes et chefs de famille monoparentale.

Afin d'aider ces clientèles à intégrer le marché du travail et à se maintenir en emploi de manière durable, un accompagnement leur sera offert en fonction de leur situation. Selon les circonstances, une formation pourrait être envisagée pour les amener à améliorer leur employabilité et à répondre aux besoins du marché du travail dans certains secteurs priorités par le gouvernement, notamment ceux de l'Opération main-d'œuvre, comme :

- la santé (sauf les établissements publics);
- les services de garde éducatifs;
- le génie;
- les technologies de l'information;
- la construction;
- la filière batterie;
- les filières industrielles et scientifiques;
- les sciences de la vie.

La fluctuation du nombre de prestataires des programmes d'assistance sociale

Le nombre de prestataires de l'aide sociale a, pour sa part, augmenté de 4,4 % entre décembre 2022 et décembre 2023 (+187 prestataires) pour s'établir à 4 401. En décembre 2023, la proportion des hommes prestataires de l'aide sociale dans le Centre-du-Québec était de 56,9 % alors que celle des femmes était de 43,1 %. La majorité des prestataires de l'aide sociale (57,2 %) ont atteint une scolarité de niveau primaire ou de secondaire I à IV. Un pourcentage important des prestataires de l'aide sociale (55,1 %) n'a obtenu aucun diplôme au Centre-du-Québec comparativement à 39,3 % pour l'ensemble de la province.

Au Centre-du-Québec, une grande proportion des prestataires de l'aide sociale (69,0 %) a une durée cumulative de 48 mois et plus à ce programme. En décembre 2023, le nombre de prestataires de l'aide sociale a fluctué dans la catégorie d'âge des 30 à 34 ans et a enregistré une augmentation de

57 prestataires. Elle est suivie par la tranche d'âge des 25 à 29 ans avec une augmentation de 45 prestataires, et de 39 prestataires pour les 35 à 39 ans.

Dans la région, le nombre de prestataires de l'aide sociale sans contrainte à l'emploi était de 3 016 en décembre 2023, représentant une augmentation de 4,46 % comparativement à décembre 2022. Par ailleurs, le nombre d'adultes prestataires de l'aide financière de dernier recours a considérablement diminué au cours de l'année écoulée.

Le Centre-du-Québec a enregistré une baisse de 35,6 %, passant de 8 202 prestataires en décembre 2022 à 5 285 en décembre 2023. Cette tendance s'inscrit dans le cadre d'une baisse à l'échelle provinciale, avec une diminution de 28,9 %, soit 75 519 prestataires en moins durant la même période¹⁵.

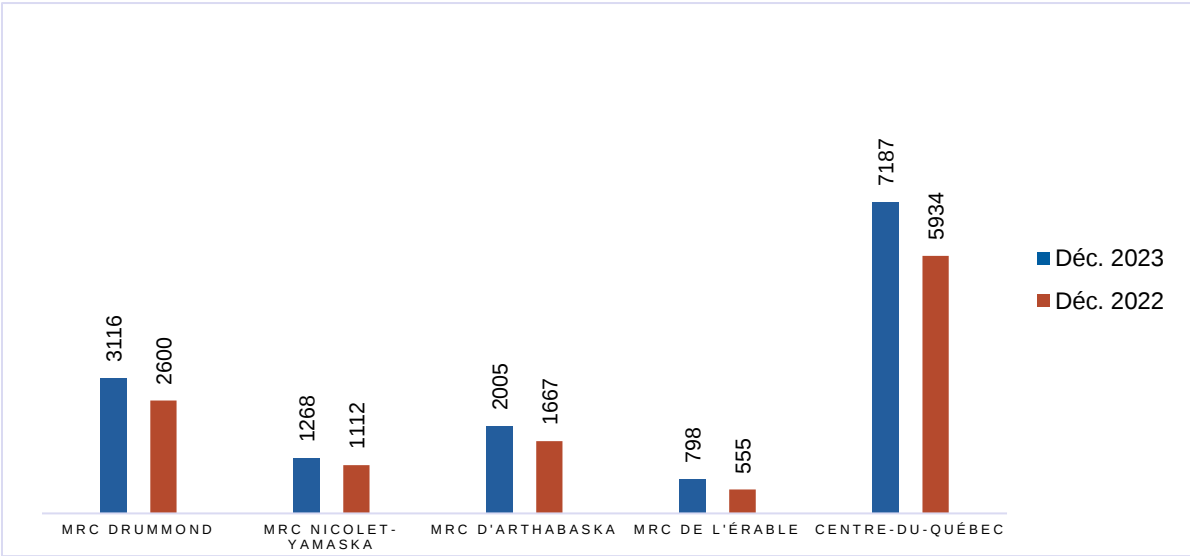
Une hausse du nombre de prestataires de l'assurance-emploi

En décembre 2023, le Centre-du-Québec a enregistré une hausse du nombre de prestataires de l'assurance-emploi, atteignant 7 187, soit une augmentation de 21,11 %, comparativement à la même période de l'année précédente¹⁶. Par ailleurs, toutes les MRC du territoire ont enregistré une hausse du nombre de prestataires de l'assurance-emploi, entre décembre 2022 et décembre 2023 : MRC de Drummond (+19,84 % ou +516 prestataires), MRC d'Arthabaska (20,27 % ou +338 prestataires), MRC de Nicolet-Yamaska et MRC de Bécancour (+14,02 % ou +156 prestataires) et MRC de L'Érable (+43,78 % ou +243 prestataires). De ce nombre, certaines personnes vivent des obstacles à leur retour sur le marché du travail et font partie des clientèles ciblées par les SPE en 2024-2025.

15. Direction de l'analyse et de l'information de gestion du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

16. Voir l'annexe VII, tableau 3.

GRAPHIQUE 4 : NOMBRE DES PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI, MRC DU CENTRE-DU-QUÉBEC, 2022 ET 2023



Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

La baisse des bassins de clientèle des services publics d'emploi

Malgré cette hausse, le marché du travail actuel est caractérisé par un très faible nombre de personnes sans emploi et à la recherche d'un emploi nécessitant des services publics d'emploi. Au cours de l'année 2022-2023, une diminution moins importante de la clientèle aux services publics d'emploi a été observée par rapport à l'année précédente. Au Centre-du-Québec, cette baisse est de -13,15 % depuis les cinq dernières années pour l'ensemble des clientèles¹⁷. Cette diminution est de -23,16 % pour la clientèle de l'assistance sociale et de -8,2 % pour les prestataires de l'assurance-emploi. De plus, pour la grande majorité des mesures des services publics d'emploi, le nombre de personnes participantes n'a cessé de décroître au cours des cinq dernières années, notamment pour les mesures de formation ou de subvention salariale.

Au Québec, cette tendance à la baisse s'observe également : 39,4 % pour l'ensemble de la clientèle, 55,6 % pour la clientèle de l'assistance sociale et 31,6 % pour les prestataires de l'assurance-emploi. Cette situation s'explique par la bonne vigueur du marché du travail et la pénurie de main-d'œuvre ainsi que par la baisse de la population qui est en âge de travailler.

17. Voir l'annexe IX.

Ainsi, pour l'année 2024-2025 et les années à venir, les services publics d'emploi continueront de composer avec la diminution du bassin de personnes ayant besoin de recourir à ses services.

Les priorités régionales et les axes d'intervention liés aux principaux objectifs

Au regard du contexte précédemment exposé, les priorités régionales établies par la Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec, après consultation auprès de ses partenaires, sont les suivantes :

1. Partager les données sur les besoins du marché du travail et de son évolution au Centre-du-Québec, en tenant compte du contexte économique et de la pénurie de main-d'œuvre, afin de soutenir les interventions et la prestation de services dans la région, notamment en lien avec le développement de la filière batterie.
2. Accompagner les entreprises dans leurs pratiques en matière de gestion des ressources humaines afin de les aider à évoluer dans un marché du travail en transformation.
3. Adapter les interventions et l'accompagnement pour assurer l'intégration et le maintien en emploi durable de la clientèle jugée prioritaire, et ce, en collaboration avec les organismes spécialisés en employabilité et les partenaires du territoire.
4. Soutenir le développement des compétences requises des personnes en emploi et celles sans emploi afin de pourvoir les postes disponibles au Centre-du-Québec.
5. Contribuer à améliorer la situation socioéconomique des personnes qui vivent en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.
6. Poursuivre le développement d'une culture d'amélioration continue en vue de mieux répondre aux besoins des citoyennes et citoyens ainsi que des entreprises tout en simplifiant leur accès aux services gouvernementaux.

Accroître la participation de toutes et tous au développement social et économique

Cette orientation, présentée dans le Plan stratégique 2023-2027, est liée à quatre objectifs qui concernent les directions générales de Services Québec : un objectif relatif à la solidarité sociale et trois autres relatifs à l'emploi et à la main-d'œuvre.

Interventions en matière de solidarité sociale

Afin d'améliorer la situation économique des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, voici les axes d'intervention prévus pour la région.

Objectif

Améliorer la situation socioéconomique des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Axe d'intervention : Offrir un accompagnement auprès de la clientèle permettant de répondre à leurs besoins, tant pour le volet socioéconomique que pour le volet de l'inclusion sociale.

- Ajuster les interventions afin qu'elles répondent adéquatement aux besoins exprimés par les personnes appartenant à la clientèle des programmes d'assistance sociale.
- Encourager la clientèle à exercer des activités qui favorisent leur insertion sociale, entre autres, en poursuivant le référencement vers des organismes publics et communautaires de la région ou vers d'autres ministères.
- Participer régionalement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment en mobilisant les instances concernées.
- Soutenir, par l'Alliance centricoise pour la solidarité et l'inclusion sociale, les acteurs locaux et régionaux dans leurs actions visant à établir les besoins de leur milieu et à trouver les solutions pour y répondre.
- Participer localement et régionalement aux différents comités qui ont pour but de favoriser l'inclusion socioéconomique des personnes démunies.
- Effectuer la vigie des différentes initiatives locales et régionales pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale et les partager auprès de la clientèle et du personnel de Services Québec.

Interventions en matière de main-d'œuvre et d'emploi

Le Plan d'action des services publics d'emploi 2024-2025 contribue à l'atteinte de trois objectifs du Plan stratégique 2023-2027 :

- Intégrer en emploi les personnes ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi.
- Accroître la proportion des prestataires des programmes d'assistance sociale qui se maintiennent en emploi après avoir participé aux interventions des services publics d'emploi.
- Aider les entreprises à adapter leurs pratiques de gestion des ressources humaines face aux réalités actuelles du marché du travail.

Ces trois objectifs concernent la main-d'œuvre et l'emploi.

En plus de ces objectifs, le Ministère retient des orientations relatives à ceux-ci, qui sont inscrites dans le Plan d'action des services publics d'emploi 2024-2025. Pour chacune de celles-ci, des axes d'intervention sont ciblés par la DGSQCQ, en collaboration avec le Conseil régional des partenaires du marché du travail.

Orientation 1

Approfondir l'analyse des besoins du marché du travail en ce qui concerne les clientèles et les secteurs d'activité économiques pour lesquels l'intervention est la plus pertinente.

Axe d'intervention : La diffusion d'information sur le marché du travail

- Outiller, à l'interne, le personnel de Services Québec en lui transmettant des informations actualisées afin de l'aider à intervenir auprès des différentes clientèles dans un contexte de transformation du marché du travail.
- Poursuivre la diffusion d'information sur le marché du travail auprès des partenaires et des entreprises.
- Assurer une vigie auprès des entreprises de la région sur les projets pouvant avoir des retombées positives sur le développement de certains secteurs d'emploi.
- Alimenter les réflexions régionales quant au développement de la filière batterie sur le territoire et ses répercussions sur l'état du marché du travail.

Orientation 2

Outiller les personnes prêtes à intégrer le marché du travail en leur fournissant une aide d'appoint.

Axe d'intervention : L'accompagnement des personnes prêtes à intégrer le marché du travail

- Bonifier les sessions de groupe afin de faire connaître les possibilités d'emploi dans les secteurs qui sont en demande au Centre-du-Québec.
- Accompagner la clientèle dans des démarches ciblées qui visent son retour en emploi à brève échéance.
- Favoriser les arrimages entre les entreprises qui ont des besoins de main-d'œuvre et la clientèle qui est en recherche d'emploi.
- Faire la promotion du site [Québec emploi](#) et des services disponibles par les salles multiservices.
- Favoriser l'accès des femmes à des secteurs d'emploi majoritairement occupés par les hommes, notamment dans le secteur de l'agriculture.

Orientation 3

Agir prioritairement et de façon soutenue auprès des personnes vulnérables sur le plan de l'emploi, pour lesquelles un accompagnement est essentiel à l'intégration durable sur le marché du travail.

Axe d'intervention : Le soutien, l'accompagnement et le maintien en emploi de la clientèle sous-représentée sur le marché du travail

- Optimiser les pratiques qui visent l'accompagnement dans une perspective de maintien en emploi des personnes en fin de participation à une mesure des services publics d'emploi, et ce, avec la collaboration des OSE et des partenaires.
- Poursuivre le déploiement des services de maintien en emploi dans la région.
- Poursuivre la participation au projet pilote d'agent de liaison autochtone qui a pour but d'intégrer et de maintenir en emploi la main-d'œuvre autochtone, et ce, en collaboration avec la communauté de Wôlinak, la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, les OSE et les employeurs de la région.
- Poursuivre, pour une année supplémentaire, les deux projets retenus dans la région dans le cadre du programme Jeunes en mouvement vers l'emploi.

- Soutenir le développement d'interventions novatrices adaptées aux clientèles sous-représentées sur le marché de l'emploi.
- Encourager la formation des personnes sans emploi dans les secteurs de la transformation énergétique et les autres secteurs prioritaires.

Axe d'intervention : La persévérance aux mesures d'emploi

- Documenter les motifs d'abandon aux mesures publiques d'emploi et identifier des actions porteuses pour améliorer le soutien offert.
- Bonifier les interventions qui visent à soutenir la persévérance des personnes en participation aux mesures structurantes des services publics d'emploi et assurer les suivis requis auprès de celles-ci.
- Favoriser davantage la communication et les arrimages avec les partenaires pour soutenir la persévérance des personnes participantes à une mesure des services publics d'emploi.

Axe d'intervention : L'accompagnement des personnes handicapées

La planification régionale s'appuie, entre autres, sur la *Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 : pour un Québec riche de tous ses talents*¹⁸. À ce titre, la DGSQCQ entend notamment :

- Poursuivre les investissements destinés à la mesure Contrat d'intégration au travail.
- Coordonner les travaux de la Table régionale de concertation pour l'intégration en emploi des personnes handicapées et collaborer à la réalisation de son plan d'action à cet égard (2020-2024).
- Poursuivre la gestion opérationnelle du Programme de subventions aux entreprises adaptées pour l'ensemble du Québec¹⁹.

18. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

[Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024](#).

19. Ce programme vise à créer des emplois adaptés aux besoins des personnes handicapées afin de favoriser leur inclusion sociale.

Orientation 4

Soutenir les employeurs, en particulier ceux issus des secteurs prioritaires par le gouvernement, qui font face à des défis liés à la main-d'œuvre et à l'adaptation aux transformations du marché du travail.

Axe d'intervention : Le soutien et l'accompagnement des entreprises en recrutement et en gestion de leurs ressources humaines

- Faire connaître auprès des employeurs les services de maintien en emploi qui sont disponibles dans la région.
- Soutenir les interventions qui ont pour but d'accroître la productivité des entreprises ainsi que celles qui visent à soutenir la transition vers une économie plus verte et la transformation numérique.
- Soutenir les entreprises dans leurs actions visant la rétention de leur main-d'œuvre, particulièrement celle issue de l'immigration.
- Offrir un accompagnement adapté aux besoins des entreprises, ainsi qu'aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale de la région.

Axe d'intervention : La formation du personnel en emploi

- Privilégier une approche collective dans le développement des compétences des travailleuses et travailleurs par le recours à la mutualisation pour le développement de formation.
- Faire connaître le soutien financier offert aux entreprises pour la formation de leur main-d'œuvre en littératie, en numératie et celle rehaussant les compétences des travailleuses et travailleurs peu qualifiés ou peu scolarisés.
- Poursuivre le soutien à la formation continue auprès des personnes en emploi, en collaboration avec les établissements d'enseignement de la région.

Orientation 5

S'appuyer sur la mobilisation et la concertation des partenaires du marché du travail et des parties prenantes de la prestation de services pour atteindre les objectifs des services publics d'emploi.

Axe d'intervention : Le soutien et la collaboration des partenaires pour une offre de service adaptée

- Organiser des rencontres de partenariat afin d'assurer une meilleure compréhension des besoins des clientèles et des enjeux de la région avec différents partenaires du marché du travail.
- Diffuser de l'information sur les programmes alternance travail-études et sur les initiatives de formation en région.
- Favoriser le partage d'information entre les partenaires du marché du travail en lien avec le développement de la filière batterie à Bécancour et les besoins de main-d'œuvre et d'emploi actuels et à venir.
- Identifier des projets ou des initiatives, en partenariat avec les différents acteurs socioéconomiques de la région, pour répondre aux besoins spécifiques des clientèles desservies.
- Poursuivre les actions ciblées à certains plans d'action sectoriels ou stratégies clientèles (par exemple, concernant la clientèle féminine, les personnes autochtones, l'occupation et la vitalité des territoires, etc.).

Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel

Cette orientation est tirée du Plan stratégique 2023-2027 du Ministère. Ce dernier vise à offrir à ses employés une expérience de travail mobilisatrice.

Objectif 1

Agir ensemble pour une expérience employé mobilisatrice.

Axe d'intervention : Favoriser un environnement de travail inclusif en promouvant l'équité, la diversité et l'inclusion

- Promouvoir les formations pour développer le bien-être du personnel tant au niveau professionnel que personnel.
- Offrir au personnel un environnement propice à la formation dans son milieu de travail.
- Sensibiliser le personnel à l'équité, la diversité et l'inclusion.

Objectif 2

Cultiver notre expertise et notre potentiel.

Axe d'intervention : La priorisation des formations spécifiques en lien avec les attributions d'emploi du personnel

- Offrir des formations ciblées pour répondre aux besoins du personnel.
- Définir des modes d'accompagnement à la tâche pour le nouveau personnel.

Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle

L'orientation 3 du Plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale présente quatre objectifs, dont deux qui visent la qualité des services offerts. À ce titre, voici les interventions régionales retenues pour 2024-2025.

Objectif 1

Améliorer les services selon les attentes des clients.

Axe d'intervention : Mettre en œuvre des actions qui permettent d'améliorer la satisfaction de la clientèle à l'égard de la simplicité des démarches pour obtenir les services

- Déterminer des pistes d'amélioration à la suite de l'analyse des résultats des sondages effectués par le Ministère.
- Accompagner, de façon personnalisée, les citoyennes et citoyens afin de favoriser leur autonomie dans les transactions qu'ils effectuent avec l'État, plus particulièrement à l'aide des services en ligne.
- Participer activement au projet de développement de la plateforme informatique *Mon Dossier*, et ce, en apportant la vision opérationnelle à l'application.

Objectif 2

Faciliter l'accès aux services gouvernementaux.

Axe d'intervention : Soutenir le développement de nouveaux partenariats et la mise en œuvre des ententes en cours

- Favoriser le partenariat et la complémentarité entre les lignes d'affaires de Services Québec et celles de nos partenaires ministériels présents dans nos unités, et ce, dans un objectif de continuum de services.

Conclusion

Le Plan d'action régional 2024-2025 s'inscrit dans une vision globale dont le but est de soutenir le développement économique et social de la région. En concertation avec les partenaires du marché du travail et les divers acteurs régionaux, Services Québec vise à répondre aux défis actuels et futurs en matière d'emploi et de main-d'œuvre. Les actions retenues pour l'année 2024-2025 comprennent ainsi le partage de données sur les besoins du marché du travail et l'accompagnement des entreprises dans leurs pratiques de gestion des ressources humaines. En adaptant les interventions pour favoriser l'intégration et le maintien en emploi de la population, en soutenant le développement des compétences et en améliorant la situation socioéconomique des personnes vulnérables, l'ensemble de ces actions sont porteuses et sont en adéquation avec l'état actuel du marché du travail au Centre-du-Québec.

Annexes

Annexe I – Budget d'intervention du fonds de développement du marché du travail

En 2024-2025, le budget préliminaire prévu est de 21 442 639 \$. Cette somme sera investie dans la région pour accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, pour soutenir le développement ou le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre et pour améliorer la gestion des ressources humaines des entreprises.

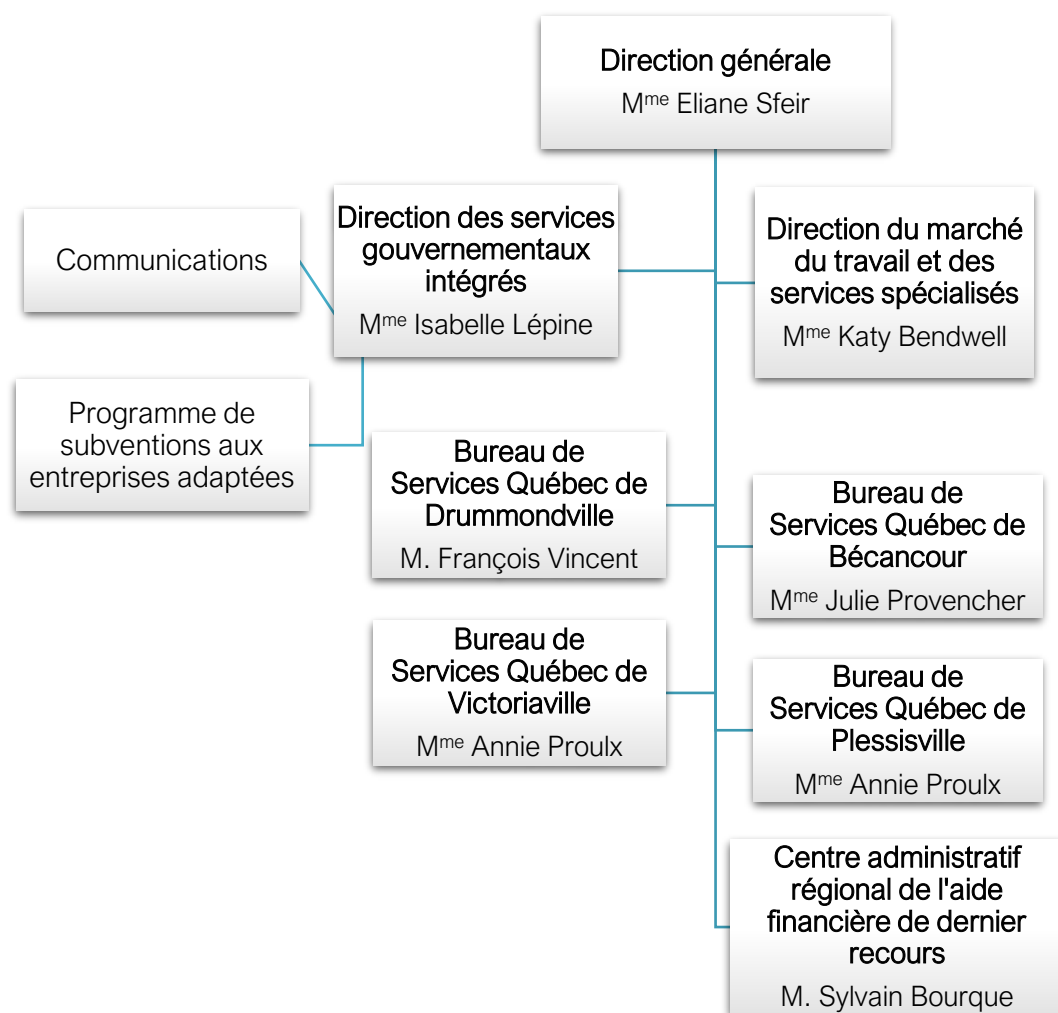
Il s'agit d'une diminution de 24,1 % comparativement au budget initial 2023-2024. Cette somme sera répartie entre les quatre bureaux de Services Québec du territoire et les services régionalisés. Ceux-ci permettent de financer des projets régionaux, dont les ententes avec les organismes spécialisés en employabilité.

Annexe II – Indicateurs de résultats

Les engagements pris dans ce plan d'action sont en adéquation avec les cibles de résultats identifiées pour la région. Celles-ci tiennent compte des clientèles prioritaires ainsi que des secteurs priorités pour la période 2024-2025.

	Cibles régionales 2024-2025	Comparatif cibles 2023-2024
INDICATEURS CIBLÉS AU PLAN D’ACTION DES SERVICES PUBLICS D’EMPLOI		
Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	56,3 %	57,8 %
Nombre de participants de l’assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	2 077	1 952
Proportion des participants de la clientèle de l’assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	56,4 %	65,9 %
Nombre de clients des programmes d’assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	722	666
Proportion des clients des programmes d’assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	42,5 %	43 %
Proportion d’entreprises aidées dans les activités et les secteurs priorités	40 %	35 %
Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre (CDRCMO), dont le nombre de nouveaux participants au Programme d’apprentissage en milieu du travail (PAMT)	367	344

Annexe III – Organigramme de la Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec (au 1^{er} avril 2024)



Annexe IV – Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec

MEMBRES VOTANTS :

Membres représentant la main-d'œuvre	Membres représentant les entreprises	Membres représentant le milieu de la formation et le milieu communautaire
Nancie Lafond Présidente Syndicat de l'enseignement des Bois-Francs	Stéphanie Allard Directrice générale Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de L'Érable (CCIBFE)	Ève Champagne Directrice générale Services intégrés pour l'emploi
David Maden Conseiller régional Mauricie et Centre-du-Québec Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	Guy Gagnon Directeur des ressources humaines Posi-Plus Technologies inc.	Annie Richard Directrice générale Carrefour jeunesse-emploi du comté de Nicolet-Yamaska et de la MRC de Bécancour
Mario Pellerin, vice-président du CRPMT Vice-président Conseil Central du Cœur du Québec (CSN)	Malka Roy Directrice générale Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec	Vicky Côté Directrice Service aux entreprises régionales du Centre-du-Québec (Le_SAE)
Hugo Poiré Conseiller syndical et coordonnateur régional Mauricie-Centre-du-Québec Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	Alexandra Houle Directrice générale Chambre de commerce et d'industrie de Drummond (CCID)	Denis Deschamps, président du CRPMT Directeur général Cégep de Victoriaville
Maxime Sauvageau Directeur des ressources humaines Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Centre-du-Québec et Centre d'emploi agricole	Carl Dupuis Directeur des opérations et associé Usimm/Unigrav	Frédéric Gagnon Directeur général adjoint Centre de services scolaire des Bois-Francs
Poste vacant Représentant de la FTQ	Jennifer Poiré Présidente Groupe Castech Plessitech inc.	Catherine Laurence-Ouellet Coordonnatrice par intérim Service de la formation continue et de la formation hors campus, Université du Québec à Trois-Rivières

Membre représentant le développement régional	Membre représentant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Daniel Béliveau Directeur général Centre local de développement de la MRC de Bécancour	Eliane Sfeir, secrétaire du CRPMT Directrice générale Direction générale de Services Québec du Centre-du-Québec	

MEMBRES NON-VOTANTS :

Membre désigné par le ministère de l'Éducation	Membre désigné par le ministère de l'Enseignement supérieur	Membre désigné par la Commission de la construction du Québec
Richard Bernier Représentant-cadre Ministère de l'Éducation du Québec	Marie-Claude Gauthier Conseillère régionale Ministère de l'Enseignement supérieur	Lysanne Brunet Cheffe de section (par intérim) – Développement des compétences Commission de la construction du Québec
Membre désigné par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Membre désigné par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	Membre désigné par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
Céline Girard Directrice régionale Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Nicolas Martin Directeur territorial Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	Marylou Lafrenière (représentante par intérim) Coordonnatrice Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

MEMBRES INVITÉS :

Daniel G. Nolett Directeur général Conseil des Abénakis d'Odanak	Lucie Marchessault Directrice Direction de la formation continue et des services aux entreprises, Cégep de Drummondville
---	---

Annexe V – Organismes spécialisés en employabilité du Centre-du-Québec

- **Abrimex** – entreprise d'entraînement
- **Accès travail** – personnes immigrantes
- **Carrefour jeunesse-emploi Arthabaska** – jeunes de 35 ans et moins
- **Carrefour jeunesse-emploi comté Nicolet-Bécancour** – jeunes de 35 ans et moins
- **Carrefour jeunesse-emploi Drummond** – jeunes de 35 ans et moins
- **Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec**
- **Impact Emploi de L'Érable** – jeunes de 16 à 35 ans
- **Novem emploi** – travailleuses et travailleurs expérimentés
- **Centre de ressources pour personnes judiciairisées inc. (OPEX)** – personnes judiciairisées
- **Partance, Centre d'emploi pour femmes inc.** – clientèle féminine
- **Partenaires régionaux pour l'insertion sociale par l'économique (PRISE) inc.** – entreprise d'insertion
- **Service externe de main-d'œuvre de Drummond inc. (SEMO)** – personnes handicapées
- **Services intégrés pour l'emploi (SIE)** – clientèle féminine
- **Stratégie Carrière inc.** – personnes de 16 ans et plus

Annexe VI – Tableau synoptique simplifié de la planification stratégique 2023-2027 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ENJEU 1 : La participation de toutes et de tous au développement social et économique

Orientation	Objectifs
1. Accroître la participation de toutes et de tous au développement social et économique	1.1 Améliorer la situation socioéconomique des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. 1.2 Intégrer en emploi les personnes ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi. 1.3 Accroître la proportion des prestataires des programmes d'assistance sociale qui se maintiennent en emploi après avoir participé aux interventions des services publics d'emploi. 1.4 Augmenter le nombre d'organismes communautaires financés par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS). 1.5 Aider les entreprises à adapter leurs pratiques de gestion des ressources humaines aux réalités actuelles du marché du travail.

ENJEU 2 : Une expérience employé inspirante

Orientation	Objectifs
2. Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel	2.1 Agir ensemble pour une expérience employée mobilisante. 2.2 Cultiver notre expertise et notre potentiel.

ENJEU 3 : Des services de qualité, simples, intégrés et accessibles

Orientation	Objectifs
3. Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle	3.1 Améliorer les services selon les attentes des clients. 3.2 Faciliter l'accès aux services gouvernementaux. 3.3 Faciliter l'utilisation de <i>Mon dossier</i>. 3.4 Assurer une meilleure protection du public par l'optimisation des registres de l'État.

Annexe VII – Caractéristiques des prestataires au Centre-du-Québec

TABLEAU 3 : CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI, DÉCEMBRE 2022 ET DÉCEMBRE 2023²⁰

	Décembre 2023	Hommes	Femmes	Décembre 2022	Hommes	Femmes	Variation	%
Nombre total de prestataires	7 187	5 104	2 083	5 934	4 187	1 747	1 253	21,1 %
Âgés de moins de 25 ans	649	520	129	523	397	126	126	24,09 %
Âgés de 25 à 34 ans	1 483	1 132	351	1 279	964	315	204	15,9 %
Âgés de 35 à 44 ans	1 522	1 085	437	1 221	869	352	301	24,6 %
Âgés de 45 à 54 ans	1 319	848	471	1 052	665	387	267	25,3 %
Âgés de 55 à 64 ans	1 612	1 051	561	1 365	898	467	247	18,09 %
Âgés de 65 ans ou plus	602	468	134	494	394	100	108	21,8 %

20. La somme des différents types de clientèle peut être supérieure au total puisqu'une même personne peut être à la fois prestataire de l'assistance sociale et prestataire de l'assurance-emploi (double statut).

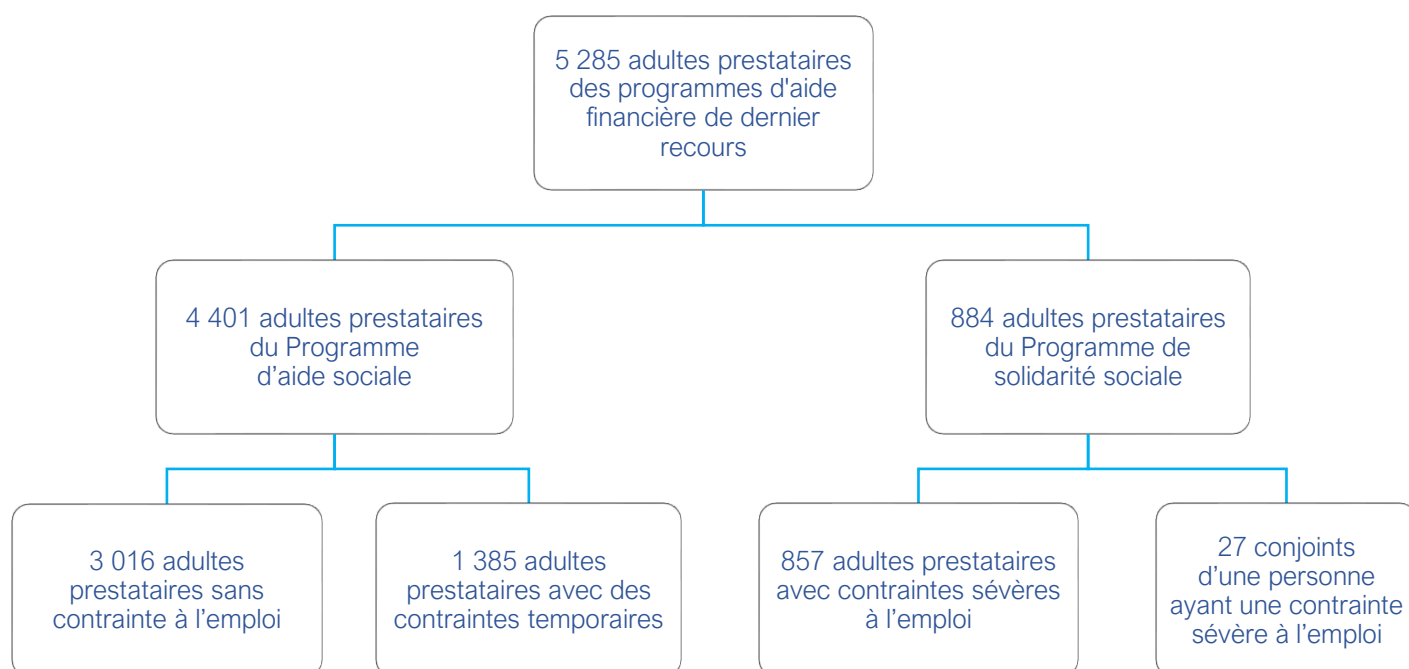
TABLEAU 4 : CARACTÉRISTIQUES DES ADULTES PRESTATAIRES DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE, DÉCEMBRE 2022 ET DÉCEMBRE 2023²¹

	Décembre 2023	Hommes	Femmes	Décembre 2022	Hommes	Femmes	Variation	%
Nombre total de prestataires	4 401	2 506	1 895	4 214	2 396	1 818	187	4,4 %
Prestataires sans contrainte temporaire	3 016	1 895	1 121	2 887	1 823	1 064	129	4,4 %
Prestataires présentant des contraintes temporaires	1 385	611	774	1 327	573	754	58	4,3 %
Personnes nées hors Canada	840	483	357	619	346	273	221	35,7 %
Âgés de moins de 25 ans	398	213	185	360	190	170	38	10,5 %
Âgés de 25 à 34 ans	1 095	597	498	993	527	466	102	10,2 %
Âgés de 35 à 44 ans	1 059	623	436	1 022	607	415	37	3,6 %
Âgés de 45 à 54 ans	842	509	333	831	492	339	11	1,3 %
Âgés de 55 ans ou plus	1 007	564	443	1 008	580	428	-1	-0,1 %

21. Depuis janvier 2023, l'administration gouvernementale recueille les informations provenant des programmes d'assistance sociale en se basant sur les bureaux de proximité. En conséquence, les données sur les prestataires ont été actualisées.

Annexe VIII – Adultes prestataires de l'aide financière de dernier recours dans le Centre-du-Québec, décembre 2023

Au Centre-du-Québec, le nombre d'adultes prestataires du programme de revenu de base s'établissait à 2 955 personnes en décembre 2023.



Annexe IX – Intervention des services publics d’emploi au Centre-du-Québec auprès des individus, comparatif sur 5 ans

	2022-2023	2017-2018	Variation % sur 5 ans	2023-2024 au 20 février 2024
Ensemble des clientèles (nombre de nouveaux participants)				
Ensemble de la clientèle	7 002	8 063	-13,15 %	7 007
Assistance sociale	1 891	2 469	-23,16 %	2 075
Assurance-emploi	4 914	5 354	-8,2 %	4 321
Sans soutien public du revenu	1 397	1 502	-6,9 %	1 778
Par clientèle				
Femmes	2 938	3 414	-13,9 %	2 897
Hommes	4 042	4 627	-12,6 %	4 084
Jeunes (moins de 35 ans)	3 246	3 611	-10,1 %	3 122
Travailleurs expérimentés (55 ans et plus)	1 491	1 667	-10,5 %	1 470
Personnes handicapées	1 036	916	13,1 %	968
Personnes autochtones	37	30	23,3 %	34
Personnes nées hors Canada	560	586	-4,4 %	442

	2022-2023	2017-2018	Variation % sur 5 ans	2023-2024 au 20 février 2024
Mesures SPE (nombre de nouvelles participations)				
Services d'aide à l'emploi (SAE)	3 123	4 139	-24,5 %	2 844
Projets de préparation pour l'emploi (PPE)	132	132	-	102
Mesure de formation de la main-d'œuvre (MFOR)	662	1 248	-46,9 %	404
Soutien au travail autonome (STA)	28	48	-41,6 %	23
Subvention salariale (SS)	108	267	-59,5 %	59
Initiative ciblée pour travailleurs expérimentés (ICTE)	16	non disponible	-	8
Contrat d'intégration au travail (CIT)	174	199	-12,5 %	119
Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA)	17	38	-55,2%	52
Recherche et innovation (RI)	53	54	-1,8 %	57
Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)	6	10	-40 %	8

Annexe X – Lexique

Population de 15 ans ou plus

Personnes âgées de 15 ans ou plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes qui vivent dans les réserves indiennes, les pensionnaires d'institutions et les membres des Forces armées.

Population active

Personnes, parmi la population de 15 ans ou plus, en emploi ou au chômage.

Emploi

Personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à la catégorie des personnes occupées utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

Chômeuses ou chômeurs

Personnes sans emploi et qui cherchent activement un emploi.

Taux de chômage

Nombre de chômeuses et de chômeurs divisé par la population active et multiplié par 100.

Taux d'activité

Population active divisée par la population de 15 ans ou plus et multipliée par 100.

Taux d'emploi

Emploi divisé par la population de 15 ans ou plus et multiplié par 100.

